



**Direction générale des services**  
**Direction des Finances et des Affaires Juridiques**  
Service commande publique

**ARRETÉ N° 97/ 2023**  
**Portant désignation du représentant du Président du Conseil départemental au sein des jurys de concours de maîtrise d'œuvre**

**Le président du Conseil départemental,**

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment Ses articles L.3221-1 et L.3221-11 ;

Vu le code de la commande publique, et notamment son article R. 2162-24 ;

Vu la délibération n° AD-72/2023 du Conseil départemental du 6 février 2023 portant approbation du règlement intérieur des instances de la commande publique modifié ;

Vu l'arrêté n° 267/2021 du 21 juillet 2021, portant délégation du président du Conseil départemental au sein de la commission d'appel d'offres (CAO) ;

Vu le règlement intérieur des instances de la commande publique en vigueur, et notamment son article 13 ;

Considérant que l'article 13 du règlement intérieur des instances de la commande publique prévoit que, le président de la CAO est le Président du jury ;

Considérant que M. Philippe CHARRETTE, 5<sup>ème</sup> vice-président du Conseil départemental, a été désigné en qualité de représentant du président du Conseil départemental au sein de la CAO ;

**- ARRETE -**

**Article 1<sup>er</sup>** : M. Philippe CHARRETTE, 5<sup>ème</sup> vice-président du Conseil départemental, est désigné en qualité de représentant du président du Conseil départemental au sein des jurys de concours de maîtrise d'œuvre. Il assure ainsi la présidence des jurys de concours.

**Article 2** : Le présent arrêté entre en vigueur le **- 9 FEV. 2023**.....

**Article 3** : La présente désignation est valable pour toute la durée du mandat.

**Article 4** : Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé.

**Article 5** : Le présent arrêté sera publié sur le site internet du Département du Cher (<https://departement18.fr/Registres-des-Actes-Administratifs>). En cas d'urgence, le présent arrêté sera préalablement affiché à l'accueil des Pyramides, Route de Guerry, 18000 BOURGES, horaires d'ouverture disponibles sur <https://departement18.fr>. Dans les conditions prévues au V de l'article L. 3131-1 du code général des collectivités territoriales, toute personne peut demander à obtenir sur papier une copie du présent arrêté. Si la demande est adressée sous forme électronique, celle-ci devra être envoyée à [service.juridique@departement18.fr](mailto:service.juridique@departement18.fr) ou depuis la rubrique « contact » sur <https://departement18.fr>.

**Article 6** : Le directeur général des services départementaux est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Article 7** : Le présent arrêté peut, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, faire l'objet d'un recours gracieux adressé au président du Conseil départemental du Cher (Hôtel du Département, 1 place Marcel Plaisant, CS 30322, 18023 BOURGES Cedex). Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux, dans le même délai à compter de sa notification, en saisissant le tribunal administratif d'Orléans (par voie postale à l'adresse suivante : 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLEANS Cedex, ou, par l'application informatique "Télérecours", accessible par le site internet suivant : <https://citoyens.telerecours.fr>).

En cas de rejet du recours gracieux formulé dans le délai précité (rejet explicite) ou en l'absence de réponse à ce recours dans un délai de deux mois (rejet implicite), un recours contentieux devant le tribunal administratif d'Orléans peut également être formé contre cette décision dans un délai de deux mois à compter du rejet.

À BOURGES, le

Le Président du Conseil départemental  
du Cher,

  
Jacques FLEURY

|  |                      |
|--|----------------------|
| Acte affiché le : .....                        | <b>- 9 FEV. 2023</b> |
| Acte publié le : .....                         | <b>- 9 FEV. 2023</b> |
| Acte déposé au contrôle de légalité le : ..... | <b>- 9 FEV. 2023</b> |

⌘ Notification à l'intéressé :

Prénom : ..... NOM : .....

Acte notifié le : .....

En bénéficiant de la présente désignation, j'atteste sur l'honneur avoir connaissance de mes obligations déontologiques et m'engage à informer, par écrit, le président du Conseil départemental, de toute situation de conflit d'intérêts dans laquelle je me trouverais en assurant mes missions et me déporter en conséquence, préalablement à toute prise d'acte.

Signature :